

Accord collectif national

**EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES**

**(Emploi)**

**(2 octobre 1984)**

(Étendu par arrêté du 31 mai 1994,

*Journal officiel* du 11 juin 1994)

**Avenant n° 5 du 3 février 2023**

NOR : AGRS2397088M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles FNSEA ;**

**Fédération nationale des entrepreneurs des territoires FNEDT ;**

**Union nationale des entreprises du paysage UNEP ;**

**Forestiers privés de France FPF ;**

**Fédération nationale des coopératives d'utilisation de matériel agricole FNCUMA ;**

**Union syndicale des rouisseurs tailleurs de lin de France USRTL ;**

**Association française des parcs zoologiques AFdPZ,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**Fédération générale agroalimentaire CFDT ;**

**Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes FO ;**

**Fédération CFTC de l'agriculture ;**

**Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC ;**

**Fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

Comme prévu à l'article 2 de l'accord d'élargissement du champ conventionnel de la branche de la production agricole et des CUMA à la branche des parcs zoologiques privés ouverts au public du 1<sup>er</sup> février 2022, les partenaires sociaux font évoluer l'accord national sur l'emploi dans les exploitations et entreprises agricoles du 2 octobre 1984 modifié pour intégrer la branche des parcs zoologiques.

Dans la mesure où le présent avenant a vocation à s'appliquer essentiellement auprès de très petites entreprises, les partenaires sociaux estiment que ces dispositions leur sont particulièrement applicables et que, par conséquent, ils répondent à l'obligation issue de l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

### **Article 1<sup>er</sup> | Modification du champ d'application**

Le champ d'application est modifié comme suit :

#### **« Champ d'application**

Le présent accord est applicable sur l'ensemble du territoire français (métropole et départements, régions et collectivités d'outre-mer) aux salariés et employeurs des exploitations et entreprises agricoles ayant une activité définie à l'article L. 722-1 du code rural, 1° (à l'exception des centres équestres, des entraîneurs de chevaux de courses et des champs de courses), 2°, 3° (à l'exception des exploitations forestières, des scieries agricoles et l'Office national des forêts) et 4° (à l'exception de la conchyliculture), ainsi qu'aux coopératives d'utilisation de matériel agricole. »

### **Article 2 | Entrée en vigueur**

Le présent accord entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> jour du trimestre qui suit le trimestre du jour de la parution de l'arrêté d'extension.

### **Article 3 | Dépôt et extension**

La partie la plus diligente est chargée d'effectuer les formalités d'usage en vue du dépôt et de la demande d'extension du présent avenant conformément aux textes en vigueur.

*Fait à Paris, le 3 février 2023.*

(Suivent les signatures.)